

Unité inter-Départementale Gard-Lozère
89 rue Weber
CS 52002
30907 NÎMES cedex 2

NÎMES, le 02/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STE DES CARRIÈRES DE CASTILLON

Route de Maussane
13990 Fontvieille

Référence : 2024-10-453
Code AIOT : 0006600819

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2024 dans l'établissement STE DES CARRIÈRES DE CASTILLON implanté Chemin de la Chapelle, Chemin de la Chapelle Nord et Coste Belle 30210 Vers-Pont-du-Gard. L'inspection a été annoncée le 05/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STE DES CARRIÈRES DE CASTILLON
- Chemin de la Chapelle, Chemin de la Chapelle Nord et Coste Belle 30210 Vers-Pont-du-Gard
- Code AIOT : 0006600819
- Régime : Autorisation

L'activité ICPE principale de ce site consiste en l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de molasse calcaire. Cette activité est réalisée en continu. Sont également présents in situ des ateliers de taillage, sciage et polissage des blocs extraits, soumis à déclaration au titre de la législation des ICPE.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Signalisation, accès, zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article 1.10.1.2	Demande d'action corrective	1 mois
4	Equipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article 2.1.5	Demande d'action corrective	5 mois
15	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bénéficiaire de l'autorisation	AP Complémentaire du 06/08/2015, article 1	Sans objet
2	Consistance des installations classées	Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article 1.4	Sans objet
5	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article 3.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article 3.2	Sans objet
7	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article 3.3	Sans objet
8	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article 3.4	Sans objet
9	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article 3.5	Sans objet
10	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article 3.6	Sans objet
11	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article 3.7	Sans objet
12	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article 3.8	Sans objet
13	Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Sans objet
14	Plan	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il convient de souligner le bon entretien du site.

L'inspection a constaté quelques manquements quant au respect des prescriptions réglementaires contrôlées ; il appartient à l'exploitant de renforcer la signalisation actuelle du site, de poursuivre l'évacuation des équipements abandonnés vers des filières dûment habilitées et de procéder à la révision quinquennale du plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Toutefois, le retour à la conformité de ces 3 manquements peut être rapide.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bénéficiaire de l'autorisation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/08/2015, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Bénéficiaire de l'autorisation
Prescription contrôlée : L'article 1.1 de l'arrêté préfectoral n°11-084N en date du 29 juillet 2011 est remplacé par le nouvel article 1.1 ci-dessous : Article 1.1. BÉNÉFICIAIRE DE L'AUTORISATION La Société des Carrières de Castillon dont le siège social est situé 235 rue Léon Foucault - Le Triangle - 13857 AIX EN PROVENCE CEDEX 3, sous réserve de la stricte application des dispositions contenues dans le présent arrêté et, le cas échéant, de ses annexes techniques, est autorisée à procéder à l'exploitation : - d'une carrière à ciel ouvert pour la production de molasse calcaire et d'une station transit de produits minéraux solides dont l'adresse est située à VERS-PONT-DU-GARD aux lieux-dits Chemin de la Chapelle, Chemin de la Chapelle Nord et Coste Belle, - des installations connexes précisément définies ci-après, présentées dans le dossier de demande comme nécessaires au bon fonctionnement de l'unité.
Constats : Le siège social de la SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES DE CASTILLON (SOC) a évolué en raison du changement d'actionnaires. La nouvelle adresse du siège social (+ adresse administrative) est : Route de Maussane - 13990 Fontvieille. L'extrait Kbis mis à jour le 22/03/2024 a été fourni par l'exploitant. La SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES DE CASTILLON (SOC) appartient au groupe CARRIÈRES DE PROVENCE. Concernant les installations connexes, en particulier les ateliers de taillage, sciage et polissage des blocs extraits, lesdites installations étant soumises à déclaration au titre de la législation des ICPE, il convient de souligner la démarche vertueuse de l'exploitant en faveur de la transition écologique ; les 2000 m ² de toiture de ces installations sont intégralement équipés de panneaux photovoltaïques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consistance des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations classées
Prescription contrôlée : <p>Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté, en application des dispositions de l'article R 512.32 du code de l'environnement.</p> <p>Les caractéristiques de l'exploitation autorisée sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">. Tonnages maximum annuels à extraire et/ou à traiter : 40 000 m³ (72 000 tonnes) (capacité nominale de production). Tonnages maximum annuels de matériaux commerciaux : 20 000 m³ (36 000 tonnes). Volume maximum autorisé : 1 200 000 m³<ul style="list-style-type: none">dont matériaux commerciaux : 600 000 m³. Superficie totale de l'ensemble des terrains concernés : 117 000 m²<ul style="list-style-type: none">dont superficie de la zone à exploiter : 60 000 m². Substances pour lesquelles l'autorisation est accordée : molasse calcaire. Modalités d'extraction : engins mécaniques. Épaisseur d'extraction maximale : 30 mètres. Côte limite NGF d'extraction : 60 mètres. Installations de stockage de déchets inertes et des terres non polluées :<ul style="list-style-type: none">- quantité de stockage maximal : 250 000 m³- zones prévues pour le stockage : voir plans (annexes 10 à 15). Volume maximal de station de transit de produits minéraux solides : 322 000 m³
Constats : <p>L'inspection a vérifié le respect des quantités autorisées en extraction au titre de l'année 2023 : 7 142 m³ soit 14 300 t dont 6 000 t commercialisés.</p> <p>Les 8 300 t résiduels ont été stockés en attente de traitement ou mis en remblais dans le cadre du réaménagement de la carrière.</p> <p>Au 31/08/2024, environ 10 200 t ont été extraits.</p> <p>Le respect des conditions d'exploitation (épaisseur d'extraction maximale, côte limite d'extraction, stocks) a pu être vérifié de visu ainsi que sur le "plan d'état des lieux" établi par GEO-EXPERTS (agence Beaucaire - Tarascon) mis à jour le 31/12/2023.</p> <p>La côte limite d'extraction relevée correspond à la fosse A avec 69,17 m NGF.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Signalisation, accès, zones dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article 1.10.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Signalisation, accès, zones dangereuses

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la Mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

L'accès à la voie publique est aménagé de telle sorte qu'ils ne créent pas de risque pour la sécurité publique.

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé.

En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des installations de stockage des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Constats :

L'inspection a vérifié :

- la mise en place sur la voie d'accès à la carrière d'un panneau avec son identité et la référence de l'autorisation,
- que durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé (présence d'une barrière basculante à l'entrée de la zone de production permettant l'accès à la carrière ainsi qu'aux installations connexes),
- qu'en dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit aux tiers (présence d'un portail fermé à clé à l'entrée du site),
- l'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est limité au personnel habilité SOC,
- des panneaux d'interdiction d'accès et/ou signalant le danger positionnés principalement en périphérie du site,
- la présence d'une clôture et/ou de blocs en périphérie du site.

Toutefois, les dangers et interdictions d'accès sont insuffisamment signalés.

L'exploitant s'est engagé à renforcer la signalisation des dangers et interdictions d'accès par la mise en place de panneaux supplémentaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La signalisation doit être renforcée, en alternant notamment panneaux dangers et interdictions d'accès, en périphérie du site, au niveau des clôtures et, aux abords des travaux d'extraction ainsi qu'au niveau du bassin de décantation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Equipements abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article 2.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements abandonnés
Prescription contrôlée : Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus sur le site.
Constats : De nombreux équipements abandonnés sont stockés in situ : <ul style="list-style-type: none">• au niveau de la zone de stockage au nord ouest du site : ferrailles, vieux container hors d'usage, bâti d'une armoire électrique, palettes, blocs épars dans la végétation, tuyaux, etc,• au niveau de la piste d'accès à la fosse A : un stock non négligeable de palettes cassées. L'exploitant a déjà entamé un tri comme l'atteste la présence d'une benne remplie de ferrailles. Néanmoins, de tels équipements ne doivent pas être maintenus sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les équipements hors d'usage, abandonnés sur le site doivent être éliminés dans des filières dûment habilitées. Les justificatifs doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 mois

N° 5 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau

Prescription contrôlée :

Les ouvrages de prélèvement d'eau ainsi que les piézomètres le cas échéant, doivent être aménagés conformément aux dispositions de la réglementation sanitaire en vigueur (cuvelage en béton, tête de forage étanche dépassant au moins de 0,5 m du niveau du sol ou des plus hautes eaux connues...). La conformité des ouvrages de prélèvement à ces dispositions doit être établie et maintenue.

Afin d'éviter tout retour de liquide pollué dans le milieu de prélèvement, les installations de prélèvement doivent être munies de dispositifs de protection anti-retour reconnus efficaces. L'arrêt au point d'alimentation doit pouvoir être obtenu promptement en toute circonstance par un dispositif clairement reconnaissable et aisément accessible.

Tout captage d'eau à usage sanitaire doit faire l'objet d'une autorisation délivrée en application du code de la santé publique.

En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, l'exploitant doit prendre les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin de limiter tout risque de pollution des eaux.

La réalisation de tout nouvel ouvrage ou sa mise hors service doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

Les forages doivent être réalisés et entretenus selon les règles de l'art de façon à ne pas détériorer la qualité de l'aquifère exploité. En particulier, les aquifères appartenant à des horizons géologiques différents ne doivent pas être mis en communication. De même, les eaux superficielles ne doivent pas pouvoir s'infiltrer par le biais du forage. Ces règles s'appliquent aussi bien pour les forages d'alimentation en eau que pour les piézomètres assurant le suivi du site. L'exploitant doit s'assurer après la réalisation des ouvrages de leur étanchéité.

L'interconnexion entre le réseau d'alimentation en eaux sanitaires et celui d'alimentation des eaux de l'usine (refroidissement, procédés...) n'est pas autorisée.

L'exploitant doit rechercher par tous les moyens possibles à limiter sa consommation d'eau au strict nécessaire pour le bon fonctionnement des installations. Le refroidissement en circuit ouvert est interdit.

L'exploitant met en place les moyens de comptage nécessaires au suivi de sa consommation en eau.

Constats :

L'inspection a constaté :

- la présence d'un forage équipé d'un dispositif anti-retour et d'un volucompteur pour les besoins en eau des installations connexes (taillage, sciage et polissage des blocs) et WC,
- le relevé du volucompteur affiche au jour de l'inspection : 132285,15 m³,
- l'absence de piézomètre,
- une extraction à sec,
- un circuit des eaux de la taillerie fonctionnant en circuit fermé : eaux industrielles mises en décantation dans différentes cuves.

Les boues issues des différentes cuves de décantation sont transférées dans un bassin de décantation dédié, curé environ 1 fois / an. Les boues sèches sont utilisées dans le cadre du réaménagement du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement des réseaux d'eau
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte, de circulation ou de rejet des eaux de l'établissement doivent être du type séparatif. On doit distinguer en particulier les réseaux d'eaux pluviales externes, d'eaux pluviales internes, d'eaux de refroidissement, d'eaux de purges, d'eaux industrielles et d'eaux sanitaires, notamment à l'aide de couleur différente conformément à la norme NFX 08-100. Les réseaux de distribution d'eaux à usage sanitaire doivent être protégés contre tout retour d'eaux polluées, en particulier provenant d'installations industrielles, par des dispositifs conformes aux prescriptions du code de la santé publique. Toute communication entre les réseaux d'eaux sanitaires et les autres réseaux est interdite. Tout rejet direct depuis les réseaux transportant des eaux polluées dans le milieu naturel doit être rendu physiquement impossible. Tous les circuits de collecte, de transfert ainsi que les ouvrages de stockage des eaux doivent être conçus pour qu'ils soient et restent étanches aux produits qui s'y trouvent et qu'ils soient aisément accessibles pour des opérations de contrôle visuel, d'intervention ou d'entretien.
Constats : L'inspection a vérifié qu'/que : <ul style="list-style-type: none">• les réseaux de collecte, de circulation et de rejet des eaux de l'établissement sont séparés,• il n'y avait aucun rejet d'eaux industrielles à l'extérieur du site autorisé,• les eaux pluviales descendent par gravité au point bas du site, dans la fosse A puis s'infiltrant,• les eaux industrielles sont recyclées, les boues étant transférées dans un bassin de décantation dédié,• les eaux sanitaires (non potables) sont orientées vers un dispositif d'assainissement non collectif, régulièrement vidangé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Alimentation en eau potable
Prescription contrôlée : Le site disposera d'un approvisionnement en eau potable pour les usages sanitaires,
Constats : L'exploitant met à disposition des salariés des bouteilles d'eau. Les eaux (non potables) à usage sanitaire (WC) proviennent du forage et sont évacuées vers un dispositif d'assainissement non collectif, régulièrement vidangé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de pluie
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour que les eaux pluviales et de ruissellement ne soient pas affectées par les installations et leur activité. En cas de nécessité d'évacuation des eaux recueillies dans la fosse d'extraction à la suite d'une période de forte intempérie, la vidange doit être effectuée en accord avec la municipalité de VERS-PONT-DU-GARD.
Constats : Les eaux pluviales et de ruissellement ne sont pas affectées par les installations et les activités ; elles sont orientées vers le point bas du site, dans la fosse A puis s'infiltrent. En cas de nécessité d'évacuation des eaux recueillies dans les fosses d'extraction à la suite d'une période de forte intempérie, l'exploitant explique que la vidange sera effectuée en accord avec la municipalité ; une telle situation n'a dans l'immédiat pas eu lieu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article 3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux industrielles

Prescription contrôlée :

Les rejets d'eaux de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées.

En cas de rupture d'un dispositif d'utilisation ou de traitement de ces eaux industrielles, le rejet doit pouvoir s'évacuer dans la fosse d'extraction.

Constats :

L'inspection a constaté :

- l'absence de rejet d'eaux industrielles issues des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisé ; en effet, le circuit des eaux de la taillerie fonctionne en circuit fermé et les eaux industrielles sont mises en décantation dans différentes cuves,
- le recyclage intégral des eaux industrielles,
- que les boues issues des différentes cuves de décantation sont transférées dans un bassin de décantation étanche, dédié curé environ 1 fois / an, les boues sèches étant utilisées dans le cadre du réaménagement du site,
- la présence de vannes et autres dispositifs afin de pallier au déversement accidentel d'eaux industrielles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article 3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de ruissellement des installations de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer que les installations de stockage des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement des carrières ne génèrent pas de détérioration de la qualité des eaux.
Constats : Les déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement des carrières sont stockés en périphérie du site ICPE autorisé sous forme de merlons. Ils ne génèrent aucune détérioration de la qualité des eaux. L'exploitant précise qu'en fin d'exploitation, ces déchets inertes et terres non polluées résultant du fonctionnement des carrières serviront à réaménager le site selon les profils autorisés définis dans le cadre du réaménagement final.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article 3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux usées sanitaires
Prescription contrôlée : Les eaux usées sanitaires doivent être évacuées dans des dispositifs d'assainissement autonomes spécifiques conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 et de l'arrêté préfectoral n° 99/2011 du 28 juillet 1999.
Constats : Les eaux usées sanitaires sont évacuées vers un dispositif d'assainissement non collectif, régulièrement vidangé. L'inspection a vérifié le dernier bon d'intervention émis par la SARL AB DEBOUCHAGE VIDANGE (Beaucaire), daté du 12/09/2022, correspondant à une vidange fosse toutes eaux 3000l.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article 3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des véhicules et engins
Prescription contrôlée : L'entretien des véhicules et autres engins mobiles s'effectuera exclusivement sur des aires spécialement aménagées,
Constats : L'inspection a constaté la présence d'une zone dédiée à l'entretien des véhicules et autres engins mobiles ainsi qu'à leur approvisionnement en carburant. Cette aire bétonnée, spécialement aménagée, légèrement pentée et reliée à des déshuileurs-débourbeurs, a été rénovée courant 2023 (avec installation de déshuileurs-débourbeurs neufs qui n'ont pas encore fait l'objet d'une prestation de curage).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5

Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation

Prescription contrôlée :

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.

L'arrêté d'autorisation prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des sols, des eaux et la fréquence des mesures à réaliser.

Si l'étude d'impact en montre la nécessité, l'arrêté d'autorisation peut prévoir que l'exploitant procède :

- au maintien de l'indépendance hydraulique des réseaux de récupération des eaux d'infiltration des zones de stockage et à une gestion séparative des effluents ;
- à la récupération et au traitement des lixiviats ;
- à des analyses des eaux de ruissellement et des lixiviats, en fixant des paramètres et les substances à analyser ainsi que la fréquence des analyses.

En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.

Constats :

Les merlons de stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation, sis en périphérie intérieure du périmètre ICPE autorisé, sont gérés et entretenus de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution des terrains naturels voisins et des eaux superficielles et souterraines.

L'inspection a pris connaissance du plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière, daté de février 2018. Ce plan comprend les caractéristiques des matériaux stockés (déchets d'extraction telles que pierres et fines de sciage à sec, déchets de taillerie et boues issues du bassin de décantation des eaux issues de la taillerie), ainsi que des plans prévisionnels permettant de localiser les merlons de stockage sis en périphérie de site, inhérents à chaque période quinquennale d'exploitation.

Il convient toutefois de préciser que le plan de gestion est obsolète car non révisé (cf point de contrôle n°15).

Le cas échéant, il appartient à l'exploitant d'actualiser les données relatives aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes dans son plan de gestion à réviser.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Situation administrative, Plan
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant a fourni un "plan d'état des lieux" (échelle 1/500e), établi par GEO-EXPERTS (agence Beaucaire – Tarascon), mis à jour le 31/12/2023 et, sur lequel sont reportés les informations réglementaires.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Lors de la prochaine mise à jour annuelle dudit plan, il pourrait utilement être reporté le forage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis

Thème(s) : Situation administrative, Plan de gestion des déchets d'extraction

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

L'inspection a pris connaissance du plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière, daté de février 2018. Ce plan comprend les caractéristiques des matériaux stockés (déchets d'extraction telles que pierres et fines de sciage à sec, déchets de taillerie et boues issues du bassin de décantation des eaux issues de la taillerie), ainsi que des plans prévisionnels permettant de localiser les merlons de stockage sis en périphérie de site, inhérents à chaque période quinquennale d'exploitation.

Néanmoins, ce plan de gestion est obsolète car non révisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant d'actualiser le plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière et, de le compléter avec l'ensemble des éléments requis (code déchets à 6 chiffres, estimation des quantités totales stockées, préciser la valorisation en pierres à bâtir, etc), pour la période quinquennale en cours.

L'inspection rappelle à l'exploitant que ce plan doit être transmis au préfet (copie ICPE).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois